

Sommaire n°38

Du 24 au 30 novembre 2014

Editorial

Côté jardin, une Chine new look

Diplomatie

Chine - Australie : Les fiançailles du koala et du panda Que se cache derrière la « Route de la soie du Sud » ? Relations avec l'Iran - Le grand jeu chinois

Santé

Malaria - une expérience chinoise en éprouvette insulaire

Petit peuple

Zhenyang - Wang Shengli, un Robin des Bois des temps chinois (Partie 2)

Rendez-vous

du 24 au 30 novembre 2014

Editorial

Côté jardin, une Chine new look



Le Président **Xi Jinping** et son 1er ministre **Li Keqiang** viennent d'assister à un nombre record de sommets : à Pékin (**APEC**, 10-11/11), à Nay Pyi Taw (Birmanie, 12-14/11) pour le 9ème East Asia, le 17ème **ASEAN** +3 (et sa session séparée ASEAN-China), puis à Brisbane pour le **G20** (15-16/11). Partout, ils y ont martelé l'image d'une Chine « Soft Power » adulte, solidaire et responsable.

Divine surprise, arrivée à Brisbane hostile à toute **coopération anti-corruption** au sein du G20, la Chine a tourné casaque, se détournant ainsi de décennies de réflexes « anti-hégémoniques » qui l'empêchaient de collaborer avec l'Occident. Elle accepte désormais d'échanger avec les autres pays, pour identifier les propriétaires réels des sociétés-écran, sièges d'opérations financières illégales - conformément aux recommandations de l'OCDE en matière de lutte contre les profits illicites des multinationales.

Cette volte-face de la Chine avait été préfigurée par son opération « chasse au renard » lancée en 2013. 700 « cadres nus » en fuite, étaient retournés au pays, dont 288 sous la contrainte. Le Parti communiste chinois est prêt à aider des pays « capitalistes » à arrêter ses propres membres

renégats. C'est un saut conceptuel, du stade de nation « révolutionnaire » à celui d'allié des puissances mondiales. D'autres gestes symboliques ont suivi cette semaine, telle l'entrée de la Chine à l'Académie internationale anti-corruption à Vienne, son annonce d'une publication volontaire de ses réserves de pétrole, ou quelques mesures pour renforcer le libre flux des capitaux, dans la zone de libre-échange de Shanghai et d'autres points du pays.

Les sommets en **Birmanie** permirent à la Chine de rétablir une coopération bilatérale à la dérive depuis 2012, suite à l'ouverture au monde programmée par la junte militaire.

Li Keqiang apporta des chèques pour 20 projets d'une valeur de 8 milliards de \$, tout en apprenant à son petit voisin que dorénavant, il serait soutenu « dans les choix de croissance que bon lui semblerait ».

Le 17/11, devant le **Parlement australien**, Xi Jinping jura que son pays n'userait jamais de la force des armes, même en conflit maritime, et face au **Vietnam**, Li se déclara prêt à signer et appliquer un code de conduite maritime avec l'ASEAN - même si ce texte reste évanescant après dix ans de palabres.

En résumé, c'est une offensive de charme que déploya la Chine vers l'extérieur.

Vers l'intérieur, c'est une autre histoire. Depuis quelques semaines, à l'initiative de Xi Jinping, une campagne est lancée à travers les médias, particulièrement sur internet, intimant à ces derniers de déployer prioritairement une « énergie positive » (正能量zhèng néngliàng). De même, les cadres du Parti se voient rappeler le 14/11 que l'athéisme est un principe intangible du socialisme.

Tout cela donne l'image d'un pays en pleine fluctuation dans ses manières de penser et de faire, se raccrochant à des valeurs ultraconservatrices côté cour, pour se donner le courage de se dépasser côté jardin.

Chine - Australie : Les fiançailles du koala et du panda



La visite de **Xi Jinping** à **Brisbane** (G20), mais aussi à **Sydney**, **Hobart** et **Canberra**, fut un succès. **T. Abbott**, le 1er ministre australien, alla jusqu'à affirmer que ces jours comptaient parmi « les plus beaux de sa vie ». Plus réaliste, Xi parla d'un « approfondissement exceptionnel de la relation » et concrétisa en rehaussant la coopération au rang de « Partenariat stratégique ».

Les deux pays ont conclu 9 ans de négociations et signèrent un **Traité de libre-échange** (FTA). Après la Nouvelle-Zélande et la Suisse, l'Australie est le 3ème pays développé à conclure avec la Chine un tel accord –qui doit être ratifié en 2015. Sous réserve d'inventaire, le texte très ambitieux laisse deviner que la Chine, une fois de plus, fait un « prix d'appel » alléchant pour accommoder les attentes d'un voisin qu'il s'agit d'influencer, tout en exacerbant le désir lancinant de puissances comme l'Union Européenne, les Etats-Unis ou l'Inde, pour obtenir les mêmes avantages.

Axé sur 10 chapitres, des services au commerce (sans omettre le « e-commerce ») en passant par les marchés publics, l'accord générera à terme 18 milliards de \$ d'échanges, en sus des 132 milliards de \$ du trafic bilatéral de 2013. D'ici 2019, 93% des produits australiens entreront hors taxe en Chine, y compris charbon, alumine, lait, vin, fleurs ou fruits de mer. Selon la volonté du partenaire austral, le grand

gagnant ici est le secteur agro-alimentaire : Canberra a besoin d'un relais pour son secteur minier déclinant. Deux décennies intenses d'équipements chinois s'achèvent, avec imports massifs de **minerais et d'énergie** qui étaient les deux mamelles de l'Australie. Et même si l'export **agricole** de l'Australie (encore minime, face à celui des produits miniers) demeure bridé par la capacité du pays à produire (sa dépendance envers un climat en voie de sécheresse), l'accès privilégié au marché chinois sera un grand atout sur les viticulteurs ou laitiers australiens. Idem côté services, Pékin affirme offrir aux **assureurs et banquiers** « aussies » les meilleures conditions jamais consenties à des étrangers.

La prodigalité chinoise a quand même ses limites : ni sucre, ni riz, ni blé, ni coton ne figureront dans l'accord, avant une « révision » en 2017 –sans garantie. Et les taxes récemment instaurées sur le charbon pour protéger la mine chinoise, ne seront démantelées que dans deux à quatre ans.

En échange, la partie australienne va quadrupler, à 1,07 milliard d'A\$, le plafond des acquisitions que les opérateurs chinois pourront faire sans rien demander à l'autorité de tutelle. Ce qui permettra à l'économie chinoise, encore en grande partie sous contrôle public, de compléter en toute quiétude ses achats de mines, fermes ou industries locales. Dès décembre, 35 membres du « China Entrepreneur Club », la très exclusive association de milliardaires, revendiquant ensemble 2000 milliards de ¥ de patrimoine, se rendront en Australie pour une razzia d'emplètes. Parmi eux seront Niu Gensheng, patron des laiteries **Mengniu**, ou Zhu Xinli de **Huiyuan**, dirigeant du plus grand groupe chinois de jus de fruits.

Un autre volet de l'accord concerne l'**éducation**. « Public schools » et universités habilitées à recevoir des Chinois, passent de 105 à 182. Cela fait de l'Australie la 1ère destination mondiale éducative, au chiffre d'affaires

annuel de 13 milliards de \$. Elle reçoit 142.500 écoliers chinois (sur les 900.000 écoliers chinois à travers le monde), et 90.000 étudiants universitaires. C'est une nouvelle « mine d'or » : la cohorte des étudiants ne fait que croître, à +8% en 2013...

Autre coopération plus insolite, mais importante pour l'avenir. Sur l'**Antarctique**, dont l'Australie est un des pays les plus proches depuis son île de Tasmanie, Hobart est un port d'approvisionnement pour toutes les bases permanentes au pôle Sud. Détail symptomatique, Xi Jinping a fait de longues heures d'avion pour le plaisir de fouler le pont du Xuelong (« Dragon de neige »), le navire scientifique chinois en « escale technique » très politique, avant de faire vapeur pour sa 31ème mission sud-polaire.

La Chine qui compte déjà **4 bases** en Antarctique, ouvrira la 5ème l'an prochain. Avec Canberra, Xi a signé un accord de coopération comportant échange de données et de services, et la constitution d'un Comité scientifique et technique à rendez-vous biennal. L'objectif chinois est clair : devenir d'ici 2030 une « puissance polaire ». Pour autant, Pékin a signé et soutient le traité de l'Antarctique qui défend le subcontinent polaire comme bien commun de l'humanité et en interdit l'exploitation du sous-sol...

Entre ces pays donc, les relations sont au beau fixe. Mais les zones d'ombres demeurent, inévitables entre une Australie pilier du système atlantiste et une Chine en percée volontariste sur la mer de Chine, et apparemment peu éveillée aux inquiétudes de ses voisins. Aussi n'est-ce pas tout à fait par hasard si, au milieu de cette symphonie de bons sentiments, Canberra signe un accord de défense avec l'Inde, destiné essentiellement à prévenir des ambitions maritimes chinoises risquant de compromettre la paix de la région.

Tout ceci, chez ces partenaires, ne doit pas être taxé d'hypocrisie, mais plutôt de jeux parallèles, sur des parties et des plateaux d'échecs séparés!

Que se cache derrière la « Route de la soie du Sud » ?



A **Nay Pyi Taw**, la capitale birmane, lors de trois Sommets (12-14/11), **Li Keqiang** exposa pour la 1ère fois aux autres pays concernés (**Bangladesh, Chine, Inde, Myanmar**) un vieux rêve : le **Corridor BCIM**. En dépit d'un flou sur la structure, il ne faut pas s'y tromper : il s'agit d'un projet institutionnel, d'un « marché commun » interrégional ambitieux, financé par la Chine. Sous 30 ans, il pourrait changer le cours des destinées de millions d'êtres humains.

Le 1er ministre chinois propose de recréer une « Route de la Soie » du Sud. Autour d'un axe Kolkata (Calcutta)-Kunming, sur un espace grand comme trois France (1,65 millions de km²) se ramifierait un réseau d'autoroutes, TGV, lignes à haute tension, gazoducs et oléoducs. Par le passé, l'axe fonctionna par phases aux 2ème et 7ème siècles (vagues de pénétration du bouddhisme) voire au 20ème (la route Stillwell, qui arma la Chine contre l' invasion nipponne). À ces époques, thé et soie, chameaux et chevaux, s'échangeaient du Yunnan au Tibet, du Nord-Est indien à la Bactriane (Afghanistan, Tadjikistan et Ouzbékistan).

La révolution chinoise et l'éclatement de l'Empire des Indes, avait stoppé les échanges. Face à la côte chinoise et à l'axe Delhi-Mumbai (Bombay) qui eux prospéraient, la région s'appauvissait

pour devenir le « no man's land » de 440 millions de laissés-pour-compte qu'elle est aujourd'hui. Li Keqiang propose de rétablir cette source de prospérité. Un regard sur la carte montre le besoin ardent de cette région enclavée, avec un Bangladesh et une Inde Orientale sans liens extérieurs, une Birmanie du Nord loin de tout pôle de croissance.

Certes, le premier à en profiter serait le **Yunnan**, déjà industrialisé et sous un cadre politique stable, en avance sur ses voisins. Il obtiendrait l'accès à d'importantes ressources en matières premières à bas prix, et aux ports du Golfe du Bengale pour exporter ses produits.

Mais dans l'autre sens aussi, ce Corridor BCIM réduirait le temps de transport entre Chine et Inde, et son coût (jusqu'à 30%). Il multiplierait les parcs industriels, favorisées par un traité et des institutions. Un fort potentiel se dessine dans l'énergie, entre les hydrocarbures du Bangladesh, l'hydroélectricité d'Inde du Nord-Est et du Sud-Ouest chinois, et le gaz du Myanmar. Pour P. Sahoo et A. Bhunia, co-auteurs d'une étude régionale, « dans le cadre d'un traité multinational BCIM, le potentiel d'export d'énergie vers le Bangladesh, qui en manque cruellement, est fort ».

Le problème est avant tout culturel. La confiance fait défaut, l'Inde ne se sentant pas prête à laisser le géant rival s'implanter sur son sol ou celui de ses voisins qu'elle considère comme son espace vital, et ses administrations font obstacle aux investisseurs chinois. « *Un tel projet donnerait l'opportunité à la Chine d'influencer les insurrections dans la région, comme elle le fit jusqu'en 1986* » commente l'ex-colonel R. Hariharan, du Centre d'études chinoises de Chennai (Madras).

Face à ces préventions indiennes, la Chine trouve pourtant des oreilles plus sympathisantes à son plan : celle des

pays limitrophes, Myanmar (Birmanie) et Bangladesh. A Dacca, la CCCC (China Communications Construction Corporation) offre l'envoi immédiat de ses géomètres pour fixer le tracé de la ligne, tout en promettant que son pays prêtera les milliards de dollars nécessaires aux chantiers - une infrastructure que l'Inde est incapable de lui fournir.

De même en Birmanie, bien consciente de ne plus être désormais la seule offre de croissance (Europe, Japon et Amérique sont aussi sur place), la Chine ouvre plus large sa bourse que par le passé. Elle promet de poursuivre la construction du port de Kyaukpyu. Elle a achevé un oléoduc et un gazoduc de 800km de cette ville à Kunming. Par contre, le projet de liaison ferroviaire est reporté suite aux objections de la population locale, qui s'inquiète de l'arrivée en force des intérêts chinois.

Ce dernier blocage met la puce à l'oreille, et dévoile la complexité de ce projet gargantuesque. C'est de la mondialisation de terres très anciennes dont on parle, au relief torturé, aux relations interethniques fragiles (même au sein de la Birmanie ou de la Thaïlande, où affleurent en permanence les conflits ethniques). S'il est basé sur une exploitation raisonnée et équitable des ressources locales (évitant le piège d'une simple mise en perche par la Chine des ressources locales), le Corridor BCIM apportera paix et richesses. Et c'est la Chine qui le propose à ses voisins, comme gage pour rétablir la confiance.

Mais la Chine-même est équivoque avec son avancée ultrarapide et dynamique des eaux de mer de Chine...Autant de contradictions à régler. Mais indiscutablement, ce Corridor est porteur d'espoir et perçu comme tel—et la Chine a les moyens, et la volonté de le mener à bien.

Relations avec l'Iran - Le grand jeu chinois



Du 15 au 17/11, **Meng Jianzhu**, patron de la Sécurité intérieure, était reçu à Téhéran, par de hautes autorités, ainsi que Wang Zhaoguo, du Comité Central. Deux visites liées à l'ouverture à Genève, d'une semaine de négociations (16-24/11) sur le démantèlement nucléaire iranien.

Malgré l'embargo mondial contre l'Iran, la Chine est premier client de son pétrole. Pourtant, elle ne souhaite pas la dissémination de l'arme atomique au

Proche-Orient, ni la diffusion mondiale d'un Islam terroriste. Justement, après 30 ans d'une fière isolation qui l'a laissée financièrement exsangue, l'Iran tente de négocier son retour sur la scène internationale.

Tout ceci incite Pékin à modifier la relation sino-iraniennne : elle envoie ses émissaires négocier l'abandon par Téhéran de tout soutien à des groupuscules séparatistes ouïghours sur son sol. Fait très parlant : la visite des deux hauts cadres est immédiatement suivie par la « découverte » d'une fausse banque à Shenzhen, qui transférait les fonds d'une cellule terroriste iranienne Quds. Ce nettoyage d'un financement intégriste, qui pourrait faire suite à un « lâchage » par Téhéran, ne peut que satisfaire Pékin.

Entre-temps, depuis quelques mois Etats-Unis et Arabie Saoudite (leur al-lié et un ennemi de l'Iran) produisent des hydrocarbures en volume supérieur aux

besoins, faisant ainsi chuter de 25% le cours mondial. C'est pour casser les revenus du Qatar, un des soutiens de l'Etat Islamique - et ceux de l'Iran, afin de l'acculer à l'abandon de sa course à la bombe. Or à ce moment critique, Pékin offre à Téhéran le doublement (17/11) des investissements chinois d'infrastructures, à 52 milliards de \$. Autrement dit, un soutien indirect contre les sanctions. Ces fonds serviront à restaurer des oléoducs, raffineries, mais aussi à la production d'électricité et d'autres sources d'énergie.

Ainsi, les temps changent. À l'unisson avec Obama, Xi Jinping semble d'accord pour encourager Téhéran dans sa normalisation. À condition que ce dernier accepte d'immoler ce qu'il adorait encore hier : l'exportation d'un réveil islamiste violent. Mais l'Iran peut le faire d'autant plus aisément que la cible, l'Etat Islamiste, est sunnite, alors que lui-même est chiite.

Santé

Malaria - une expérience chinoise en éprouvette insulaire



L'expérience réalisée aux **Comores** par le laboratoire chinois **Artepharm**, avec l'accord de l'Etat local, fait réfléchir. Depuis 2010, elle a transgressé un interdit médical mondial en traitant les 700.000 habitants de l'archipel avec un remède antipaludéen non certifié. Vu le risque d'image encouru en cas de catastrophe, on n'imagine pas que telle action ait pu être lancée par la firme sans la certitude que ce remède marche, ni sans l'aval du gouvernement chinois.

En 3 mois, par dose mensuelle, les habitants ont reçu l'**Artequick**, fondé sur un principe nouveau : au lieu d'éliminer l'insecte vecteur, il vise la destruction du germe parasite chez toute une population simultanément. D'où l'intérêt d'avoir choisi un archipel, confiné dans l'Océan Indien. L'équipe médicale dévoile le projet après coup, en même temps que son résultat : d'après elle, c'est le succès total. La malaria, dont souffraient jusqu'à 90% de la population dans certains villages, a disparu « jusqu'à 95% ». Le moustique anophèle est toujours là, mais devenu inoffensif, faute de parasites à propager.

Pour autant, la communauté médicale mondiale fronce les sourcils, face à ces libertés prises vis-à-vis de la règle : la communauté insulaire entière a été prise pour cobaye. Des cas de réactions fébriles lourdes ont été constatés lors des prises. A. Bosman, du Global Malaria Programme à l'OMS, déplore l'absence d'un suivi systématique de ces réactions et des **effets secondaires**. Il craint aussi que ces insulaires perdent leur **immunité naturelle** (celle qui limitait les effets du

parasite) ainsi que le développement d'une résistance à l'**artémisinine**, composant n°1 du médicament Artequick.

Mais le Dr. Fouad Mohajdi, vice-Président et ministre de la Santé des Comores, n'en a cure. Par ce plan gratuit, la Chine a libéré son pays du paludisme, qui coûtait 11 millions de \$ de soins par an, et ainsi permettrait des retombées économiques - autant de chance de sortir de la misère.

De son côté, Pékin réfléchit, tout comme des dizaines d'**Etats africains**, les yeux rivés sur l'expérience comorienne. Ce remède efficace, bon marché, simple d'utilisation, ne pourrait-il pas être élargi à l'ensemble du continent ? Avec malgré tout une objection majeure : Artequick tue le germe, mais n'immunise pas contre son retour. A tout le moins, la Chine exprime ainsi son apparition, tout en puissance et en cavalier seul, dans la santé mondiale.

Zhenyang - Wang Shengli, un Robin des Bois des temps chinois (Partie 2)



Résumé de la 1ère partie : en mai 2011, **Zhao Xinghua**, Secrétaire du Parti à Zhenyang (Henan), se fait cambrioler par la bande à **Wang Shengli**, puis porte plainte... Le lendemain de son passage à la police, coup de théâtre : Zhao Xinghua, qui venait de se faire braquer, tenta de retirer sa plainte.

Très insolite, sa démarche faisait suite à l'appel discret d'un collègue haut placé à Pékin : dans 6 mois, la future équipe dirigeante lancerait une campagne anti-corruption sans précédent. Or, ce million de yuans dont Xinghua déplorait la perte, comment avec ses maigres émoluments de petit cadre provincial, pourrait-il les justifier ? C'était le coup de génie de Wang Shengli, son voleur, de choisir de ne s'en prendre qu'à des édiles, si notoirement corrompus qu'ils ne puissent après coup le dénoncer, sans se mettre eux-mêmes sur sièges éjectables !

Tout le district ne parlait plus que de ce cambriolage ! Le Parti avait été ridiculisé, et le chef des voleurs n'était pas loin de passer pour un héros. Un peu partout, on riait des malheurs de Zhao Xinghua, « pêcheur en eaux troubles » (混水摸鱼, hún shuǐ mō yú). A ce stade, retirer sa plainte eût sonné comme un aveu.

Suant à grosses gouttes, l'édile dut user de persuasion pour forcer son commissaire de police à modifier sa

perte officielle, d'un tonitruant million de yuans, à **6040 petits yuans** (cf caricature de presse).

Les semaines suivantes, la nouvelle se répandit comme traînée de poudre. Du coup, quand la bande à Shengli opéra chez les Secrétaires du Parti à Pingyu (800.000¥ de butin), Xiping (900.000¥), puis Tanghe (300.000¥). Les victimes à l'unisson « oublièrent » d'aller à la police laisser trace judiciaire de leur malheur. De la sorte en 2 ans, notre bande déroba tranquillement des dizaines de millions de yuans de butin à 50 serveurs de la nation.

Jusqu'au jour où, retournant à Zhenyang, ils s'attaquèrent à **Wu Lanxi**, le directeur de la Banque Commerciale Rurale. Pas plus sot qu'un autre, Wu avait tôt compris que la cambriole chez lui n'était qu'une question de temps—et il s'y était préparé. Depuis un an, il évitait de toucher aux affaires louches et avait vidé sa maison de tout le luxe tapageur.

Aussi, quand les malfrats forcèrent sa porte et entamèrent la fouille, ils ne repartirent qu'avec 10.000¥, une misère. Autre retournement de situation, qui résonna tel un gong lugubre aux oreilles des hommes de Shengli : Wu porta plainte sans état d'âme— aïe aïe aïe, cela sentait le roussi !

Par malheur pour eux, nos monte-en-l'air avaient fait preuve d'imprudence naïve. Au lieu de ne jouir que plus tard de leurs biens mal acquis, une fois en sécurité et hors de cette existence dangereuse, ils grillaient la chandelle par les deux bouts, s'exhibant dans des clubs luxueux, ou frimant aux volants de grosses cylindrées.

A ce rythme, il ne fallut pas longtemps pour qu'ils figurent en tête de la liste des suspects. Au prochain casse, le 30 décembre 2012, une souricière les attendait : ils furent serrés à bord de leur camionnette bourrée des sacs d'argent et des bijoux du fric-frac. Puis les agents n'eurent plus n'eurent plus qu'à

venir chez eux faire la pêche miraculeuse, récupérant la plus grosse part de leur butin accumulé en deux ans de cavale.

Zhao Xinghua, le Secrétaire de Zhenyang, put se réjouir mais pas pour longtemps. Bientôt arrivèrent chez lui les agents du fisc, lui rendant ses cartes de débit. Mais ils ajoutèrent - sans sourire - que ces cartes constituaient la preuve d'une « enveloppe rouge », offerte par un quidam en échange d'un passe-droit. De plus, l'avertirent-ils, sa plainte retouchée n'était « pas conforme à la réalité ».

Dans une manœuvre désespérée Xinghua s'en alla supplier secrètement son voleur en prison, de confirmer qu'il n'avait trouvé que « 6040¥ » chez lui. Bon prince, Shengli accepta, essayant de négocier une peine réduite à 5 ans. Mais tous ces aimables petits arrangements ne bénéficièrent ni à l'un ni à l'autre : inculpé à son tour en août 2013, Zhao Xinghua acculé passait d'abord aux aveux, puis derrière les barreaux.

Notre fable ne s'arrête pas là. Au commissariat, les trésors des bandits demeurent stockés. Personne n'ose venir les réclamer, au risque de se dénoncer au passage. Incapables de résister à la tentation, quelques ripoux ont commencé à se servir, picorant qui un lingot, qui un bijou. Grand mal leur fasse ! Ils se firent embastiller à leur tour... Dans ce guépier affolé, l'argent maudit nuit à quiconque le touche, comme dans « la vengeance de la momie », le Pharaon qui punit un à un tous les profanateurs de sa pyramide.

Pour sa part, dans sa cellule, Wang Shengli, le cerveau, s'amuse royalement : n'ayant plus rien à perdre, il a pris un avocat et négocie directement avec Pékin. C'est qu'il en a des choses à dire, sur les 50 cadres corrompus dont il a pénétré les maisons et les secrètes turpitudes. Assez peut-être, pour racheter sa liberté !

Rendez-vous

du 24 au 30 novembre 2014



25-27 novembre, Pékin : Salon de l'huile d'alimentation et de l'huile d'olive

27-29 novembre, Canton : API China / Interphex China / Sinophex, Salons de l'industrie pharmaceutique

28-30 novembre, Pékin : Salon international du vin

28-30 novembre, Pékin : China Int'l Nutrition and Health, Salon des soins de santé

28-30 novembre, Pékin : CIOGE, Salon de l'alimentation biologique

1-3 décembre, Pékin : Water Expo

2-4 décembre, Pékin CIOTC, CIPTC, Salon et Conférence sur les technologies du pétrole offshore, pétrole et gaz

3-5 décembre, Canton : SFCHINA, Salon int'l des technologies de finition et de protection des surfaces

3-5 décembre, Canton : CHINACOAT, Salon de la protection des encres d'impression

4-6 décembre, Shanghai : China Floor Expo, Salon du revêtement de sol